

Resituer l'expérience de chacun par rapport à une dynamique collective

François Miquet-Marty

Politologue et président de l'institut Viavoice

« Tu marches dans un jour barbare », écrivait Aragon dans son poème « Les feux de Paris ». Publiés en 1960, ces mots résonnent aujourd'hui encore, en 2011, d'une totale actualité. La crise financière et économique, précipitée à l'automne 2008, a ouvert des plaies sociales particulièrement vives et durables.

Mais en regard de ce nouveau « jour barbare », l'un des points majeurs de perplexité concerne la faiblesse de la conscience de classe. À Toulouse, j'ai rencontré une parente de l'un des salariés de l'usine Molex, le sous-traitant automobile de Villemur-sur-Tarn. Molex ayant annoncé la prochaine fermeture du site, ce salarié allait prochainement perdre son emploi. Cette personne avec laquelle j'ai parlé éprouvait une difficulté matérielle personnelle majeure, était touchée par les épreuves que traversait son fils, était aux abois face à l'évolution du monde actuel, était consciente que l'usine Molex révélait des choses qui n'étaient pas admissibles. Et pourtant elle éprouvait un très grand sentiment de solitude au sein de la société. Elle ne comparait pas sa situation à celle que vivent d'autres victimes du monde d'aujourd'hui, elle n'imaginait pas entrer en lutte à leurs côtés, elle ne concevait pas la possibilité d'une action collective qui pourrait transformer le réel. Éprouvée par les conditions de sa vie quotidienne, par les ravages provoqués par la fermeture de l'usine, cette femme décrivait surtout un grand vide sociétal autour d'elle. Ainsi prévaut un contraste saisissant—et il existe là, *a priori*, une énigme majeure—entre une détresse sociale forte et un manque de conscience collective, c'est-à-dire un manque de conscience que d'autres vivent la même chose et qu'ensemble il est possible de faire quelque chose.

Pour tenter de comprendre, une première hypothèse consiste à attribuer la faiblesse de la conscience de classe à la structure économique et sociale de la société actuelle. La société a évolué, et n'est plus celle que l'on a connue jusqu'aux années quatre-vingts, et il semble désormais très difficile d'avoir une conscience de classe. À titre indicatif, en 1976, plus de 70% des Français estimaient appartenir à une classe sociale (sondage Sofres, *L'état de l'opinion*, Gallimard, 1984). La mutation de la structure de notre société s'est accomplie sur plusieurs registres. J'en retiens ici trois qui apparaissent prépondérants.

D'abord, la structuration du capital a évolué. Les salariés identifient de moins en moins leur chef d'entreprise comme l'incarnation de leur adversaire. Bien souvent le dirigeant n'incarne plus d'adversité sociétale. Dans l'une de mes expériences professionnelles antérieures, j'ai vécu une confrontation entre le dirigeant de l'entreprise et une partie de ses salariés. Il s'agit d'un institut de sondages. Les enquêteurs sont les personnes qui téléphonent à des interviewés pour leur poser des questions dans le cadre de sondages. Ils sont souvent assez mal rémunérés, sont souvent des vacataires. En l'occurrence, ils étaient en grève parce qu'ils demandaient à être titularisés, à avoir des contrats à durée indéterminée. Dans le cadre de leur grève, ils ont été confrontés au dirigeant de l'institut de sondages pour essayer d'améliorer les choses. Cette société privée fait partie d'un groupe mondial coté en Bourse. Et la première réponse qui leur a été donnée par le dirigeant de cette société est la suivante : « Mais au fond, vous et moi on est dans la même situation ; car moi qui suis, certes, président de cet institut de sondages, je ne suis pas le décisionnaire ultime : il y a derrière moi des actionnaires internationaux qui font de moi le jouet de leurs décisions. » Alors, les enquêteurs ont répondu : « Certes, mais enfin, vous avez un CDI, nous on est vacataire. » Ainsi la réponse qui leur est donnée est une sorte d'évacuation du conflit vers d'autres, et ces autres n'existent pas puisque ce sont des actionnaires individuels d'une société cotée en Bourse. Donc le conflit, et par conséquent l'ennemi, on ne sait plus trop où il est. Il y a là un élément qui est important.

L'autre élément explicatif de la faiblesse de la conscience de classe réside, à mon sens, dans les valeurs de cette société de consommation qui conduit chacun à se situer personnellement par rapport à l'autre et à évacuer les raisonnements collectifs. J'ai vu une étudiante politiquement très orientée à gauche. Et elle avait avec elle un I-Pod, sur ses genoux. Et elle était ulcérée aussi par l'état du monde économique et social actuel. Et alors je lui dis : « Faut-il faire la révolution ? ». Elle a répondu : « Effectivement, ce serait une solution parce que ce monde dans lequel on vit est à ce point intolérable qu'il faut changer les choses en profondeur. » Et puis elle a réfléchi et elle a ajouté : « Mais si on fait la révolution, je veux pouvoir récupérer à la fin de la révolution au moins autant de choses que ce que j'ai aujourd'hui. » C'est-à-dire ses biens matériels, son revenu... j'ai pensé à l'I-Pod. Et cette perception est compréhensible et loin d'être anecdotique. Parce qu'on a aujourd'hui 55% de Français qui s'esti-

ment en situation de déclassement, qui ont le sentiment que leur situation dans la société se détériore. Donc, dans ce contexte-là, évidemment, on s'accroche à ce qu'on a aujourd'hui ; et s'il y a une évolution sociale, on n'a certainement pas envie de perdre les choses que l'on a encore et, au fond, que l'on a peur de perdre demain.

La troisième explication pointe ce que certains analystes ont appelé la « société de défiance ». Dans un monde où la confiance entre les gens s'est érodée, où règne autrement dit un individualisme de bon aloi, où les valeurs célébrées sont davantage celles de l'intérêt personnel que de l'accomplissement du collectif, il apparaît bien difficile de construire une conscience de classe. La classe elle-même semble condamnée dès lors que chacune de ses parties compte davantage que leur agrégation.

Néanmoins, si la conscience de classe est faible, les conditions favorables à son épanouissement sont, elles, très présentes. Je vais citer quelques exemples concrets.

Si l'on demande aujourd'hui à des Français de décrire la structure de la société telle qu'ils l'imaginent on arrive à la description d'une vaste classe moyenne. Celle-ci surmonte les catégories sociales très défavorisées, des gens qui ont à peine, au fond, de quoi vivre ; et puis tout en haut, sont distinguées les personnes très privilégiées. Donc on n'a pas un conflit de classe binaire avec le prolétariat et la bourgeoisie. Et lorsque l'on demande qui sont ces gens très privilégiés, en haut, ce sont les dirigeants du CAC 40, ce sont les dirigeants de grandes entreprises, ce sont des traders, des personnes qui ont des niveaux de revenu avec des écarts de revenu de 1 à 50 ou de 1 à 100 par rapport à la plupart des salariés... Ce groupe fait penser à ce que disait Marx. Marx parlait de l'« aristocratie financière » dans *Les luttes de classes en France*. À cette époque-là, Marx n'avait pas nécessairement une vision binaire de la lutte des classes ; il avait en réalité une analyse des classes en plusieurs strates. On n'est pas loin, au fond, de cette « aristocratie financière ».

Donc il y a cette structuration perçue de la société. À cela s'ajoute une dynamique. La plupart des gens estiment que « la classe moyenne descend ». Elle « descend », c'est-à-dire : « on a, dans le fond, un pouvoir d'achat en baisse ; on a des conditions de vie au travail qui sont de plus en plus dures ; on est de moins en moins considéré ; on a de moins en moins de reconnaissance. » Tout cela renvoie au thème du descenseur social ou de la régression. La classe moyenne descend. Et donc le risque que l'on rencontre, au fond, est de rejoindre la catégorie sociale qui est en dessous, qui est celle vraiment des gens qui sont démunis. D'où une crainte qui est particulièrement forte, effectivement, de déchéance sociale. Et pendant ce temps-là, le petit point qui est tout en haut de gens très « privilégiés », lui, a tendance à s'éloigner. Autrement dit, on assiste à la dynamique d'une divergence sociale. C'est-à-dire que les gens qui sont tout en haut, non seulement sont tout en haut, mais sont de plus en plus riches.

Et puis à cela s'ajoute—c'est le troisième élément bien identifiable—un sentiment d'exploitation, ou tout au moins le sentiment d'être victime. Et il y a deux sentiments d'être victime—partagés, au fond, par la classe moyenne et puis par les gens qui sont en dessous.

On se considère d'abord comme une victime matérielle, en termes de pouvoir d'achat parce qu'on est dans un système où on a de moins en moins de possibilités, de marges de manœuvre, financières ou autres, parce que, au fond, les éléments dont on pourrait disposer en termes de pouvoir d'achat subissent une érosion ; on a des salaires qui n'augmentent pas nécessairement aussi vite qu'on le souhaiterait.

Et puis, par ailleurs, on s'estime victime d'un système de publicité, de *marketing*, où on vous fait acheter des choses qu'on n'a pas nécessairement envie d'acheter. Et on se retrouve avec des enfants qui veulent toujours des DS, des *Playstations*, qui veulent plein de choses... et cela est le fruit d'une société qui suscite des comportements de consommation qui n'existeraient pas s'il n'y avait pas ce système publicitaire et de *marketing*. Donc on est doublement victime : victime en termes matériels et puis victime d'incitation à des actes de consommation que l'on ne souhaiterait pas nécessairement réaliser par ailleurs.

Il existe, enfin, une critique forte du système économique actuel. L'institut de sondages Viavoice demande régulièrement aux gens quelle opinion ils ont des composantes majeures du monde économique dans lequel nous vivons aujourd'hui. L'économie de marché, c'est le monde dans lequel on est : 46% des Français ont une opinion négative de l'économie de marché. Les banques—certes, il y a eu la crise—, mais enfin : 62% des Français expriment une mauvaise opinion des banques. La Bourse : 64% des Français ont une opinion négative de la Bourse. Et le capitalisme... 40% des Français déclarent avoir une opinion négative du capitalisme. Je ne suis pas sûr que l'on trouve cela dans tous les pays. On est quand même dans un pays, en France, où on a une puissance de contestation—et il s'agit d'échantillons représentatifs de toute la population française, donc autant dire que quand vous prenez les sympathisants de gauche ou les ouvriers, éventuellement complétés par les employés, on est sur des majorités. Donc on a une majorité, aujourd'hui, de sympathisants de gauche, une majorité d'ouvriers, une majorité d'employés, qui sont critiques contre le marché, les grandes entreprises, l'économie de marché, les banques, la Bourse.

Il y a quelque chose dans tout cela. Il y a d'abord un sentiment de différenciation sociale, ensuite un sentiment de divergence sociale, et puis des sentiments d'injustice très prégnants, le tout sur fond de critique du système actuel. Et on se dit : est-ce que c'est bien sur ces questions de société que le bât blesse quand on parle de « conscience de classe » ? Il semble—c'est une hypothèse—que ce qui manque c'est ce que l'on peut appeler l'idéologie, ou bien l'aboutissement d'un travail intellectuel d'une vision de l'histoire, qui

permette de donner sens à ce que les gens vivent. C'est-à-dire au fond : une mise en récit (au sens noble du terme : on pourrait dire une actualisation de ce qu'a dit Marx au XIX^e siècle) qui permette de resituer l'expérience de chacun par rapport à une dynamique collective. Au fond, la question est à la fois très simple et très ambitieuse : elle concerne les conditions de régénération de cette classe « pour soi » qui se considérerait comme un acteur de l'histoire.

Autrement dit, fondamentalement, le déficit de conscience de classe est moins, à mon sens, une affaire de société qu'une affaire intellectuelle. Seule cette notion permet de comprendre que la plupart des sympathisants de gauche en France ont une lecture hiérarchisée, inégalitaire de la société, mais qu'ils se pensent très peu comme les promoteurs d'une lutte en accomplissement d'elle-même. Ce qui est cause aujourd'hui n'est pas une structuration inadaptée de la société, ni même une organisation inadaptée du capital, ni même le triomphe des valeurs individuelles ; ce qui fait surtout défaut est la capacité à transformer le constat de conditions de vie communes, de fragilités communes, de processus communs de victimation, en un véritable moteur de l'histoire. Ce qui fait défaut pour l'essentiel est une difficulté à inverser l'imagination de son propre statut, à s'ériger aux avant-postes de l'histoire quand tout conduit à se situer dans des positions médianes ou dominées ; à s'ériger en sujet quand tout conduit à se considérer en objet. En dépit des grandes souffrances actuelles, en dépit du constat des inégalités criantes, en dépit de la critique dominante, à gauche, de cette société et de ce monde actuels, ce qui fait défaut est fondamentalement la capacité à s'auto-instituer en moteur de l'histoire.

Autrement dit encore, la conscience de classe est singulièrement absente en regard des conditions objectives actuelles, parce que les catégories sociales les plus fragiles ne disposent pas, à leurs yeux, de ce grand récit historique qui leur permettrait enfin de s'assigner une place noble, à la proue de l'histoire, et en ressaisissant les rênes du destin collectif. C'est Marx qui doit être à nouveau convoqué, ou une actualisation de sa lecture du monde.

Aujourd'hui, en lisant le baromètre Viavoice consacré à « L'identité de la gauche » et réalisé en partenariat avec le quotidien *Libération*, il apparaît que plus de 70% des sympathisants de gauche estiment que l'« on est dans un monde qui manque de rêve et d'utopie ». On peut considérer que cela va de soi, que l'on est dans un monde matérialiste par conséquent qu'il faut du rêve. Mais je pense que prévaut une attente forte pour notre monde de demain, et celle-ci peut constituer un levier d'autant plus pertinent, percutant, que cela peut être un fédérateur de toutes ces détresses sociales, de tous ces mouvements sociaux qui, au fond, cherchent une piste pour demain.

Trouver cette piste est possible. C'est je pense fondamentalement une question de sens, c'est-à-dire une question d'idéologie. Et la résurrection du rêve en sera son meilleur cortège.